



SECTION
LP PMF
VIC EN BIGORRE

DECLARATION LIMINAIRE

CA 05-02-24

LP PIERRE MENDES

FRANCE

VIC EN BIGORRE

Nous souhaitons commencer par dénoncer la réforme structurelle du bac professionnel qui devrait se mettre en place dès la rentrée 2024 sur l'ensemble des niveaux de la formation et qui se caractérise par une baisse de 170h de cours pour les élèves. Depuis 2009 et le passage du Bac pro en 3ans, associé d'une perte de 900h, en passant par la transformation de la voie professionnelle (réforme Blanquer) et une perte de 350h, c'est plus de 1400h qui ont été perdues. En 15 ans cela représente plus de la moitié du volume restant à la prochaine rentrée (2300 sur cycle de 3 ans) ! Plus largement, nous condamnons ce projet de réforme qui met en grave danger l'avenir scolaire et professionnel de nos élèves et qui va engendrer des suppressions de postes et des reconversions forcées pour les personnels.

En terminale, l'arrêt de l'année scolaire en mai pour permettre la mise en place de « parcours diversifiés » ne tient pas compte du rythme d'apprentissage de nos élèves et va se traduire par la suppression de plus de 3 semaines de cours (98h). En effet, les élèves devront choisir entre un « module poursuite d'étude » et 6 semaines supplémentaires de PFMP gratifiées. Cette « réorganisation » est totalement hors-sol car elle méconnaît le rythme d'apprentissage de nos élèves et le fonctionnement de nos LP. En effet, au mois de juin partent aussi en PFMP les élèves de seconde parfois certains élèves de première, auxquels il faut rajouter maintenant l'ensemble des secondes des lycées généraux et technologiques : cette concentration de tous les départs sur la même période va constituer un goulot d'étranglement ! Par ailleurs, elle va rendre plus difficile les poursuites d'études pour nos élèves notamment avec la perte d'heures en enseignement professionnel. Ce n'est pas de plus d'entreprise dont nos élèves ont besoin mais de plus et de mieux d'École.

De plus les fermetures et ouvertures de filières dans les établissements vont être décidées uniquement au prisme des besoins locaux des entreprises ce qui, pour nos élèves, va considérablement réduire leurs choix de formation. Les élèves seront, en quelque sorte, « assignés à résidence ». La volonté de développer des formations bac + 1, au détriment de BTS (nous en avons eu un exemple concret dans le département au LP Reffyye, contrecarré, pour l'heure, par la mobilisation des personnels) va contribuer à baisser le niveau de qualification et donc à terme le salaire de nos élèves. Pour la CGT Educ'action, il est inacceptable que la jeunesse issue des catégories sociales les moins favorisées ait pour seul avenir de devenir une main-d'œuvre sous-payée et corvéable à merci !

Ce projet de réforme constitue un danger pour l'avenir des élèves et une véritable remise en cause d'un des piliers de l'école Républicaine, car les lycées professionnels n'ont pas vocation

à être au service des entreprises et du monde économique mais au contraire à celui de l'émancipation de nos élèves.

Concernant la préparation de la rentrée prochaine, nous rappelons, comme les années précédentes, que les effectifs prévisionnels sont extrêmement bas à tel point qu'ils ne couvrent même pas les besoins réels (moins d'élèves prévus en première que les élèves présents à ce jour en seconde, sans parler des élèves en « passerelles »). Couplé au mode de calcul du rectorat qui considère les filières CIEL et MELEC comme un seul Baccalauréat professionnel (perte d'une vingtaine d'heures), nous nous retrouvons, à structure identique, avec une perte d'heures qui aggrave les conditions de travail et de scolarisation.

Pour finir nous réaffirmons notre opposition aux propositions gouvernementales qu'elles soient de la généralisation du SNU, de l'uniforme à l'école ou du « chocs des savoirs ». S'il n'en était pas suffisant, nous constatons, qu'en plus, la Ministre de l'Education Nationale, nouvellement nommée, a réussi l'exploit de s'ôter toute légitimité dès le premier jour. Nous revendiquons une école de qualité, qui ne fasse souffrir ni les personnels, ni les élèves.

Les élu.es CGT Educ'Action
LP Pierre Mendès France
Vic en Bigorre